

Guerre du Golfe : où va-t-on ?

Un entretien avec Patrick Schmoll

La Guerre replonge les Français dans la crainte périodique de la contagion : allons-nous vers un troisième conflit mondial ?

En 1983, Patrick Schmoll publiait un livre passé à l'époque inaperçu, sur les risques de conflit mondial dans les années 80 (1). Depuis deux ans, la libéralisation à l'Est, la reprise en main en Union Soviétique, la tournure prise par la Guerre du Golfe confirment le scénario de prospective qu'il proposait.

Les enjeux du conflit, les intérêts des parties en présence, et par là-même les chances de paix ou les risques d'extension ne se comprennent que si on prend un recul historique et prospectif. Les Etats-Unis ont amorcé leur déclin économique et politique sur la scène internationale, et ne peuvent retarder l'émergence de pôles nouveaux qu'en faisant usage de ce qui leur assure encore l'hégémonie: leur puissance militaire. Ces pôles nouveaux ne sont pas l'URSS, en pleine crise, ni l'Islam : ce sont l'Europe et le Japon qui ont une croissance économique en moyenne plus élevée. Contrôler les ressources pétrolières du Moyen-Orient, c'est pour les Etats-Unis contrôler les approvisionnements de leurs "alliés" occidentaux. Les risques d'extension du conflit résident surtout dans l'impossibilité de nommer clairement cette situation.

Qu'un psychologue propose son point de vue en termes d'analyse stratégique permettra une meilleure compréhension des risques liés à la confrontation (2).



Après une formation en Sciences politiques, Patrick Schmoll poursuit des études d'histoire et de psychologie. Docteur en psychologie, sa thèse et ses premiers travaux portent sur les phénomènes psychosomatiques. Puis, faisant usage de sa formation initiale, il développe sa réflexion sur les applications de la psychologie au champ social: pratiques de médiation, organisation de la profession de psychologue. Il a animé l'Institut européen de psychologie et plusieurs revues. Il est depuis quelques années consultant en entreprises.

Journal des Psychologues : Nous sommes habitués à vous voir écrire sur des sujets très différents : santé, justice, entreprises. Votre travail de prospective politique est moins connu.

Patrick Schmoll : Ma pratique et ma réflexion s'exercent essentiellement dans des domaines d'application de la psychologie et de la psychosociologie. La dimension stratégique n'en est jamais absente, c'est pourquoi j'ai eu l'occasion, il y a une dizaine d'années, de m'intéresser davantage à l'évolution politique internationale : à l'époque, la Détente avait fait place à un regain de tension Est-Ouest et la crainte d'une Troisième Guerre mondiale était dans toutes les têtes. Mais c'était plus une approche de sociologie économique et politique, et elle a donné lieu à un essai que je n'ai pas eu l'opportunité de reprendre par la suite.

J.d.P. : **Les événements de 1989-90 dans les pays d'Europe de l'Est ont donné une actualité nouvelle à cet essai : vous aviez prévu la démocratisation à l'Est. Et aujourd'hui, la reprise en main en URSS et le conflit dans le Golfe semblent à nouveau suivre le scénario que vous proposiez.**

P. S. : C'est vrai qu'envisager la libéralisation des régimes d'Europe de l'Est n'était pas évident il y a encore deux ans. Mais cela n'avait rien d'une prémonition: l'Histoire montre que la démocratie n'est pas un accident, elle apparaît dès qu'un pays atteint un certain niveau de complexité des échanges économiques, sociaux et politiques. Le processus peut être en retard, et on ne peut pas non plus exclure des retours en arrière (le risque existe actuellement à l'Est); mais on retarde en même temps l'évolution économique du pays considéré, qui est donc menacé de déclin sur la scène internationale. La démocratie est donc à la fois rare, fragile, et pourtant inévitable.

J.d.P. : **Comment voyez-vous évoluer la situation dans le Golfe et, au-delà, au Moyen-Orient et dans le monde musulman?**

P. S. : La guerre contre l'Irak est sur le terrain une guerre conventionnelle entre deux armées, et elle le restera tant que l'objectif reconnu sur la scène internationale, et accepté par le plus grand nombre, restera celui défini par le Conseil de sécurité des Nations-Unies: la libération du Koweït. Sur ce terrain, la supériorité technologique des forces de la Coalition

(1) *La Guerre demain. Les risques de conflit mondial dans les années 80.* Ed. Réseaux, Paris, 1983.

(2) Nous poursuivrons dans nos colonnes ce débat, dès les prochains numéros, notamment en ce qui concerne l'impact psychologique de la guerre sur les civils et les militaires.

devrait conduire à une défaite de l'armée irakienne. Le contrecoup politique devrait en être la chute de Saddam Hussein et son remplacement à la tête de l'État irakien pour permettre les négociations de paix.

En bon stratège, Saddam Hussein essaie de déplacer l'affrontement sur un autre terrain pour éviter cette issue. Ses appels à la Guerre Sainte, pour la libération de la Palestine et contre Israël, ont un



écho dans l'opinion publique des pays arabes. Bien entendu, Saddam Hussein a quelque mal à convaincre, à la fois de sa nouvelle ferveur religieuse et de la noblesse de ses objectifs, qui ne concernaient initialement que le Koweït. Mais le temps travaille pour lui, et par ailleurs, s'il est renversé à la faveur d'une victoire des Alliés, il peut aussi être remplacé par un gouvernement qui pourra plus aisément se référer à l'Islam sans être soupçonné de récupération.

Dans ce cas de figure, nous ne serions plus sur le terrain d'une guerre menée par une coalition comprenant des pays arabes, pour la libération d'un pays arabe occupé par un autre pays arabe. Il s'agirait d'un affrontement Islam-Occident. Et ce ne serait plus une guerre conventionnelle entre deux armées, mais la guerre d'un peuple contre un occupant, avec une dispersion obligée des forces de ce dernier et une issue moins certainement favorable.

Le problème est donc pour les Alliés, en fait pour les Etats-Unis, de rester sur le terrain de la guerre conventionnelle. Mais la condition en est la limitation de l'objectif, et la question est de savoir si les Etats-Unis se limiteront à la libération du Koweït ou s'ils veulent aller plus loin.

J.d.P. : Quels seraient les objectifs des Etats-Unis ?

P. S. : On ne peut pas comprendre ce qui se passe au Moyen-Orient si on ne se place pas dans une perspective plus large. Même s'ils restent la première puissance mondiale, les Etats-Unis ont amorcé depuis plusieurs années leur déclin économique et politique au plan international. Seuls leur puissance militaire et un système financier international construit sur le dollar leur permettent de freiner ce processus en retardant l'émergence de pôles économiques et politiques concurrents. La situation catastrophique de l'économie soviétique met momentanément l'URSS hors d'état d'être l'un de ces pôles. La vraie menace pour l'hégémonie des Etats-Unis, c'est en fait l'Europe et le Japon. Or, ces pays sont encore fragiles, d'une part militairement, d'autre part parce qu'ils sont dépendants de leurs approvisionnements énergétiques. Contrôler le Moyen-Orient, c'est pour les Etats-Unis contrôler leurs "alliés" occidentaux. Mais contrôler le Moyen-Orient, c'est plus que seulement libérer le Koweït.

J.d.P. : On en revient donc à l'analyse que vous développez dans votre livre. Pensez-vous, comme à l'époque, qu'une généralisation du conflit soit possible, voire probable ?

P. S. : La prospective ne permet pas de prophétiser. Elle consiste, pour répondre à votre question, à recenser les facteurs de risque d'une telle généralisation. Mais on ne peut faire de pronostic précis sur l'évolution de ces facteurs, ni évaluer leur impact. J'en distingue trois. Le premier est bien

entendu le risque de précipitation du monde musulman dans le mythe de l'unité retrouvée de l'Islam, unité qui serait permise par une Guerre sainte contre un même ennemi : les Occidentaux, les émirs du pétrole et les Israéliens sont, dans ce cas de figure, logés à la même enseigne.

Le second paramètre dont il faut tenir compte est la fragilité du système financier international. La dette extérieure des pays de l'Est et

du tiers monde est telle que certains pays sont de fait en état de cessation de paiement. L'impossibilité pour ces pays de financer leur développement menacerait les tentatives de démocratisation de ces dernières années.

Ce qui m'amène au troisième facteur de risque: ce qui se passe en Union Soviétique. Mikhaïl Gorbatchev tente une réforme en profondeur de l'économie et des institutions, mais les attentes et les frustrations trop longtemps contenues et trop rapidement exprimées menacent l'URSS d'explosion. Les militaires et les conservateurs ne peuvent pas laisser faire. La reprise en main des pays baltes prélude peut-être un "retour d'est". Si de surcroît les problèmes économiques s'aggravent, on peut craindre l'habituelle tentation du politique, en situation de crise, de reconstruire la cohésion du pays par la militarisation et la guerre. Par ailleurs, les dirigeants soviétiques ont à tenir compte dans ce conflit des réactions de leurs républiques d'Asie centrale, à majorité musulmane. La position, actuellement favorable à la Coalition, de l'URSS dans le conflit du Golfe pourrait être modifiée si celui-ci tourne à l'affrontement Islam-Occident.

J.d.P. : Que pensez-vous de la position de la France ?

P. S. : On ne peut pas non plus comprendre la position française si on ne la replace pas dans ce contexte dont je viens de parler. La France donne l'impression d'une implication limitée, et les Etats-Unis présentent les Français comme le maillon faible de la Coalition. Mais le fait est que les Européens sont piégés par une guerre dont un motif honorable est le respect du droit international, et dont un autre, moins avoué, est de ne pas perdre le contrôle de nos approvisionnements pétroliers. Leur crainte est de voir la guerre dégénérer, du fait américain, au-delà de la seule libération du Koweït. La guerre menace les relations privilégiées que Paris entretenait avec les pays arabes. Et par contrecoup elle menace la construction européenne elle-même. Pour les mêmes raisons, les réactions européennes à ce qui se passe dans les pays baltes sont molles parce qu'on ne peut pas se permettre de fragiliser Gorbatchev: Européens et Soviétiques ont dans cette affaire les mêmes intérêts et les mêmes craintes.

En résumé, les risques d'extension du conflit tiennent à la complexité des enjeux, et surtout au fait qu'ils ne peuvent être exprimés ouvertement. Nous avons quitté le monde bipolaire Est-Ouest hérité de la Seconde Guerre mondiale, pour entrer dans un monde multipolaire instable. Croire à une nouvelle bipolarité Islam-Occident serait un leurre. Par contre, la guerre a des chances de se développer tant que son enjeu est là où on ne le voit pas : car, comment exprimer que, si l'on se bat là-bas, c'est parce qu'on ne peut tout de même pas se battre entre Européens et Américains ? ■